

Décret

du 14 septembre 2018

Entrée en vigueur : immédiate

relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la rénovation de l'ancien laboratoire cantonal pour la Faculté des sciences et de médecine de l'Université de Fribourg

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 19 novembre 1997 sur l'Université;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message 2018-DICS-27 du Conseil d'Etat du 26 juin 2018;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète :

Art. 1

Le projet de rénovation du bâtiment de l'ancien laboratoire cantonal pour les besoins de la Faculté des sciences et de médecine de l'Université de Fribourg est approuvé.

Art. 2

Le coût global des travaux est estimé à 5 210 740 francs.

Art. 3

¹ Un crédit d'engagement de 4 710 740 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de la part cantonale.

² La part du crédit non couverte est assurée par une participation financière de la Confédération, estimée à 500 000 francs.

³ L'Administration des finances est autorisée à faire l'avance de la contribution fédérale, jusqu'à concurrence du montant indiqué à l'alinéa 2.

Art. 4

Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets de l'Université de Fribourg, sous le centre de charges 3260/5040.002 «Aménagement d'immeubles», et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 5

Les dépenses prévues à l'article 3 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 6

¹ Le coût global est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté au 1^{er} octobre 2017 et établi à 98,2 points dans la catégorie «Rénovation d'immeubles administratifs – Mittelland» (base octobre 2015 = 100 pts).

² Le coût des travaux de construction sera majoré ou réduit en fonction :

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre ;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

Art. 7

¹ Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

² Il entre en vigueur immédiatement.

Le Président :

M. ITH

La Secrétaire générale :

M. HAYOZ